Remise en liberté d'un opposant politique au Burundi

PANA, 12/03/2009 Bujumbura, Burundi - Le président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) au Burundi, Alexis Sinduhije, a recouvré la liberté, jeudi matin, après quatre mois de détention à la prison centrale de Bujumbura pour "outrage au chef de l'Etat", a appris la PANA de source judiciaire dans la capitale burundaise. Une foule immense de militants, sympathisants et autres curieux, était venue saluer la sortie de prison de l'icône montante de la politique nationale, mais n'a pas pu l'approcher, M. Sinduhije ayant quitté les lieux par une porte étroite, par mesure policière de précaution.

L'acquittement avait été prononcé la veille mais n'a pas été exécuté pour des raisons de lenteurs administratives dans les mandats de l'appareil judiciaire burundais, a déclaré l'avocat de la défense, Me Prosper Niyoyankana. Lors de son interpellation par des agents de la police nationale, Alexis Sinduhije avait été arrêté avec une quarantaine de militants, dans un premier temps, sous le chef d'accusation d'avoir tenu une réunion "non autorisée" au siège du parti. Une perquisition de la permanence du parti s'en était suivie et des documents jugés "subversifs et insultants" à l'encontre du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, avaient été saisis. L'avenir politique du farouche opposant dépend toutefois de l'agrément de son parti, dont les procédures traînent en longueur depuis l'année dernière au niveau ministériel burundais de l'intérieur, pour des raisons inexplicables. Cet ancien journaliste vedette de la Radio publique africaine (RPA, indépendante) laisse derrière lui à la prison centrale de Bujumbura, d'autres détenus politiques ou d'opinion, ce qui suscite des remous dans les milieux diplomatiques et de la part des défenseurs des droits de l'homme, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burundi. Parmi eux figure le directeur de l'agence de presse en ligne, Net press, Jean-Claude Kavumbagu, en détention préventive depuis des mois pour avoir exagéré les frais de mission du chef de l'Etat lors d'une visite qui l'avait conduit en République populaire de Chine pour assister aux jeux olympiques de Pékin, en août 2008. L'ancien homme fort du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti présidentiel), Hussein Radjabu, de son côté, va bientôt être bouclé deux ans à la prison centrale de Bujumbura pour "atteinte à la sûreté de l'Etat". Le leader d'origine du CNDD-FDD aurait distribué des armes et recruté des combattants de la guerre civile au Burundi dans le but de stabiliser les institutions de la République, selon le principal chef d'accusation à charge du détenu. Le syndicaliste, Juvénal Rududura, est un autre détenu d'opinion qui croupit à la prison centrale de Bujumbura pour avoir dénoncé publiquement des pratiques de corruption qui entoureraient les recrutements et les promotions au ministère burundais de la Justice et Garde des sceaux. La liste des détenus politiques et d'opinion au Burundi englobe également des députés en rupture de banc avec le parti présidentiel. La France salue la libération d'Alexis Sinduhije Ministre des affaires étrangères et européennes Libération d'Alexis Sinduhije (12 mars 2009) Rama Yade, secrétaire d'Etat chargé des Affaires étrangères et des droits de l'Homme la libération ce matin d'Alexis Sinduhije. Alexis Sinduhije, acquitté par le tribunal de grande instance de Bujumbura du chef d'outrage au chef de l'Etat, était emprisonné depuis plusieurs mois à la prison de Bujumbura. Lors d'un entretien le président de la République burundais, Pierre Nkurunziza, à l'occasion de son récent déplacement au Burundi (25 février), Rama Yade avait encouragé les autorités burundaises à tout mettre en œuvre afin de garantir la liberté d'expression ainsi que la sécurité des journalistes, et abordé la situation particulière d'Alexis Sinduhije.